

**Mémoire présenté au Comité permanent
de la sécurité publique et nationale
de la Chambre des communes**

Approuvé par:

Coalition canadienne pour l'action sur la tabac
Association dentaire canadienne
Association canadienne des hygiénistes dentaire
Association pour les droits des non-fumeurs
Coalition québécoise pour le contrôle du tabac
Conseil canadien pour le contrôle du tabac
Fondation des maladies du coeur du Canada
La Campagne ontarienne d'action contre le tabac
L'Association pulmonaire du Canada
Médecins pour un Canada sans fumée
Société canadienne du cancer

5 mai 2008

Qu'est ce que la Coalition canadienne pour l'action sur le tabac?

La Coalition canadienne pour l'action sur le tabac (CCAT) est une coalition d'organismes de santé nationaux et provinciaux travaillant de concert en vue de réduire l'usage du tabac au Canada et, conséquemment, les maladies et les décès qu'il engendre.

En avril 2007, la CCAT a lancé une nouvelle campagne visant à contrôler la contrebande de cigarettes, la Campagne pour l'action sur le tabac de contrebande et la santé.¹ Une liste des organismes nationaux, provinciaux et locaux qui endossent cette campagne se trouve en Annexe 1.

Pourquoi la CCAT s'inquiète-t-elle de la contrebande du tabac?

La CCAT est sérieusement préoccupée par le niveau élevé de la contrebande du tabac dans de nombreuses régions du pays, surtout au Québec et en Ontario. Les cigarettes de contrebande sont souvent disponibles pour 15 \$ ou moins le carton de 200 cigarettes alors que les cigarettes légales se vendent, dépendant de la marque, de 50 \$ à 70 \$ au Québec et en Ontario.^{2, 3}

Les prix élevés se sont avérés le moyen le plus efficace pour réduire le tabagisme, surtout parmi les jeunes qui sont plus sensibles aux prix.⁴ Le problème actuel de la contrebande pourrait compromettre une grande partie du travail fait par la communauté de la santé et le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années afin d'appliquer des mesures de contrôle efficaces contre l'usage du tabac, tels des taxes plus élevées, qui protègent les Canadiens des effets ravageurs des produits du tabac sur la santé. Les cigarettes à bas prix vendues illégalement constituent une grande menace aux progrès qui ont été accomplis dans ce domaine.

Pour la santé publique, les conséquences risquent d'être désastreuses : des taux de tabagisme plus élevés que ce ne serait le cas autrement, des taux plus élevés de consommation parmi ceux qui continuent de fumer, plus de jeunes devenant dépendants, et plus de maladies et de décès.

Les répercussions néfastes de ces cigarettes illégales sont également importantes pour les communautés autochtones où la prévalence du tabagisme est deux à trois fois plus élevée que dans le reste du Canada et où l'espérance de vie est beaucoup plus faible que celle des non-autochtones.⁵ Le problème est amplifié par le fait que le Canada n'a actuellement aucune stratégie efficace pour contrôler l'usage du tabac chez les autochtones.⁶

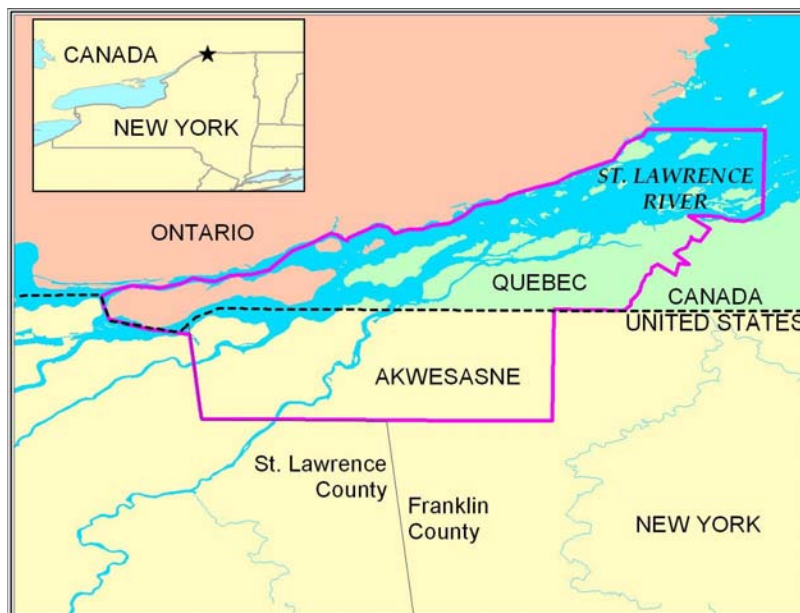
Enfin, les ventes de tabac illégales coûtent aux gouvernements fédéral et provinciaux plus d'un milliard de dollars par année en taxes non perçues et en revenus supplémentaires qui auraient pu être générés par de nouvelles hausses de

taxes. Or, les gouvernements ont grandement besoin de ces revenus additionnels pour mener des initiatives en santé ou pour d'autres priorités gouvernementales.

Pourquoi ce comité doit-il s'inquiéter?

En plus des répercussions sur la santé publique, la contrebande du tabac représente un important dossier de sécurité publique et nationale. Selon les autorités policières, une grande proportion des cigarettes de contrebande disponibles en ce moment proviennent de la réserve Mohawk d'Akwesasne qui chevauche la frontière canado-américaine près de Cornwall. Plus particulièrement, la GRC rapporte que 90% des saisies au Canada sont des cigarettes de contrebande qui ont été fabriquées dans des usines situées du côté américain de la réserve d'Akwesasne et qui ont tout simplement été transportées de l'autre côté du fleuve St-Laurent.⁷ Aux dernières nouvelles, il existe environ 13 de ces usines, une seule possédant la licence de fabricant de tabac exigée par le gouvernement fédéral des États-Unis.⁸

Kahnawake (près de Montréal, Québec) et Tyendinaga (près de Belleville, Ontario) sont aussi des sources de fabrication de cigarettes de contrebande.^{9, 10} Des produits du tabac fabriqués sur la réserve des Six Nations par des manufactures qui opèrent sans permis et par la compagnie Grand River Enterprises qui, elle, détient tous ses permis se retrouvent également sur le marché de la contrebande.¹¹



Par ailleurs, on a signalé que les cigarettes de contrebande sont trafiquées par des groupes du crime organisé qui utilisent les profits de ce commerce illicite pour financer d'autres activités criminelles et pour faire la contrebande d'immigrants et d'autres produits comme des armes et des drogues. Ces réseaux de criminels exploitent malheureusement la réserve d'Akwesasne pour effectuer leur trafic à travers la frontière canado-américaine.¹²

Akwesasne représente donc le point le plus vulnérable de toute la frontière canado-américaine. La situation actuelle touchant la contrebande du tabac constitue une grande menace à la sécurité frontalière et nationale tant pour les États-Unis que le Canada. C'est dans les meilleurs intérêts de ces deux pays d'éliminer cette menace. Si la situation contraire se produisait, et que de vastes quantités de cigarettes de contrebande provenant du Canada inondaient le marché américain – coûtant aux gouvernements fédéral et des états plus de 10 milliards de dollars (par comparaison) chaque année, le gouvernement américain insisterait sans aucun doute pour que les autorités canadiennes éradiquent la source au Canada.

Quel est l'ampleur du marché actuel de la contrebande?

Malheureusement, on ne peut savoir exactement quelle est l'ampleur du marché actuel de la contrebande. Aucune des fabriques en cause ne déclare sa production. Par contre, les gouvernements fédéral et provinciaux ont signalé d'importantes pertes de revenus en taxes sur le tabac, ce qui, malheureusement, ne peut s'expliquer uniquement par l'impact des politiques de contrôle du tabac qui ont été mises en place pour réduire l'usage du tabac.¹³ De plus, les autorités policières rapportent que les saisies de cigarettes de contrebande ont augmenté de 29 000 à 502 000 cartons de cigarettes entre 2001 et 2006.¹⁴

L'industrie canadienne du tabac doit être tenue responsable pour sa contribution à la situation actuelle. Lors de la première crise de la contrebande dans les années 1990, c'était la disponibilité de ses exportations qui attirait les groupes du crime organisé à graviter autour de certaines communautés, surtout Akwesasne, pour profiter des gains faciles et rapides que procuraient la contrebande de cigarettes.

Deux cadres supérieurs travaillant pour JTI-Macdonald, ainsi qu'une filiale de cette compagnie, ont été reconnus coupables pour avoir participé à la crise de la contrebande des années 1990.^{15, 16, 17} Cette même compagnie et plusieurs autres de ses dirigeants font également face à des accusations criminelles portées par la GRC devant la Cour de justice de l'Ontario.¹⁸

Il est important de rappeler que le gouvernement fédéral a aussi intenté une poursuite en responsabilité civile de 1,5 milliard de dollars contre JTI-Macdonald et plusieurs de ses filiales et qu'il a manifesté son intention de réclamer des dommages et intérêts supplémentaires.¹⁹ Plusieurs provinces ont suivi avec le dépôt en cour de leur propre avis de réclamation contre JTI-Macdonald, ce qui

porte maintenant le total des réclamations à son endroit à 10 milliards de dollars.²⁰ Par ailleurs, la GRC a exécuté des mandats de perquisition dans les bureaux des deux autres grandes compagnies canadiennes, Imperial Tobacco et Rothmans, Benson & Hedges.^{21, 22}

Les taxes sur le tabac sont-elles la principale cause de la contrebande?

La contrebande du tabac est un problème d'offre et non de demande ou de taxes plus élevées. Ceci est démontré par le fait que pour les deux provinces imposant les taxes les plus faibles – le Québec et l'Ontario – le problème de la contrebande est le plus aigu. Dans des provinces où les taxes sont beaucoup plus élevées, comme la Colombie-Britannique et l'Alberta, il y a relativement peu de contrebande. (Un tableau comparant les taxes sur le tabac des provinces et des territoires se trouve à l'annexe 2.)

Le problème actuel de la contrebande du tabac est beaucoup plus relié à la lacune des mesures pour contrôler efficacement les sources illicites de tabac.

Quel a été l'impact de la réduction de la taxe sur le tabac en 1994?

En 1994, la réduction de la taxe sur le tabac par le gouvernement fédéral et cinq provinces a été pour la santé publique un désastre qui a eu des répercussions néfastes sur les tendances du tabagisme. Un rapport confidentiel de Santé Canada avait même prédit qu'une telle réduction entraîneraient quelque 40 000 décès supplémentaires en raison de la seule augmentation du tabagisme chez les jeunes au cours des cinq prochaines années.²³

La réduction de la taxe en 1994 s'est fait à l'insu des priorités en santé publique et a sacrifié des milliards de dollars en revenus gouvernementaux provenant des taxes sur le tabac.²⁴ Le seul joueur qui a vraiment bénéficié de toute cette sale affaire a été l'industrie du tabac.

Que pouvons-nous faire maintenant?

La CCAT félicite les gouvernements fédéral et provinciaux pour avoir récemment mis de l'avant les mesures bénéfiques suivantes :

- Lancer un nouveau système national d'estampillage sur les emballages de produits du tabac pour vérifier si les taxes ont été perçues;
- Limiter la possession et l'importation d'équipement de fabrication de cigarettes aux personnes qui détiennent une licence de fabricant de tabac (gouvernements fédéral, de l'Ontario et du Manitoba);

- Rendre explicite l'autorité du ministre du Revenu national de révoquer la licence à un fabricant de tabac qui refuse d'accorder à des inspecteurs l'accès à ses locaux;
- Interdire aux fabricants licenciés de fournir des services à un individu ou fabricant non licencié pour produire, mélanger ou emballer des produits du tabac qui sont destinés à être vendus sur le marché (Québec).

Nous pensons que ces mesures auront en elles-même un effet limité sur le contrôle de la situation actuelle. Le temps est donc venu pour le Gouvernement du Canada de s'occuper de cette crise, qui touche à la fois la santé publique, la sécurité publique et les revenus gouvernementaux, en introduisant des mesures qui sont appropriées à l'ampleur du problème.

Nous encourageons donc le gouvernement à appuyer plusieurs autres solutions pour faire en sorte que ce soit encore plus difficile de fabriquer des cigarettes de contrebande, solutions que nous revendiquons depuis plus d'un an :

- Persuader le gouvernement fédéral américain de mettre un terme aux activités illicites de fabrication sur le territoire américain d'Akwesasne;
- Interdire l'approvisionnement en matériaux bruts pour les fabricants de tabac non licenciés (p. ex., emballages, filtres de cigarette, papier à cigarette, feuilles de tabac). Imposer des pénalités sévères pour toute infraction à cette mesure;
- Révoquer les licences des fabricants qui commettent des actes illégaux;
- Établir une caution minimale de 5 millions de dollars pour obtenir une licence fédérale de fabrication de tabac, au lieu du montant actuel de 5000 \$ qui est malheureusement trop peu élevé;
- Imposer le retrait en tout ou en partie (le cas échéant) de la caution comme pénalité si le manufacturier n'agit pas en conformité avec la loi.

Nous recommandons également au gouvernement fédéral de mettre en place d'autres mesures comme un véritable système de marquage et de traçabilité. Cette solution fait partie des propositions qui se retrouvent dans le protocole sur le commerce illicite du tabac qui fait présentement l'objet de négociations par les pays, dont le Canada, qui ont ratifié la Convention cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac. À long terme, il serait également souhaitable de permettre aux Premières Nations d'introduire leur propre taxe, équivalente à celle de la province, sur les produits du tabac. Une telle autorisation a été accordée à la Première Nation Cowichan qui vit sur l'Île de Vancouver. Les Premières Nations vivant au Québec pourraient également bénéficier d'une telle autorisation depuis que le projet de loi C-33 a été adopté par le gouvernement provincial en 2005.

Certaines mesures spécifiques devraient également être introduites au niveau provincial. On peut penser, entre autres, à la mise en place d'un système de

remboursement et d'un système de marquage distinctif pour les produits du tabac destinés à la vente exempte de taxes sur les réserves. Le système de remboursement ferait en sorte qu'un montant équivalent à la taxe provinciale serait inclus dans le prix des produits du tabac livrés à l'intérieur des réserves. Les commerçants situés sur les réserves pourraient ensuite remplir une demande de remboursement pour les produits du tabac qu'ils vendent à des clients qui ont le statut officiel d'autochtone. Les marques distinctives apposées sur les emballages garantiront que les produits du tabac destinés à la vente exempte de taxes soient faciles à identifier. Certaines provinces ont introduit l'une ou l'autre de ces mesures. L'Alberta demeure toutefois la seule province où l'on retrouve les deux.

Pour de plus amples renseignements

Président, Coalition canadienne pour l'action sur le tabac (CCAT):

Aaron Levo
 Coordonnateur des relations gouvernementales
 L'Association dentaire canadienne
 1815, promenade Alta Vista
 Ottawa (Ontario) K1G 3Y6
 Tél. : 613-520-5010
 Téléc. : 613-523-7736
 Courriel : alev@cdadca.ca

¹ Coalition canadienne pour l'action sur le tabac. 2007. Des groupes de santé lancent une campagne pour obtenir de l'action sur la contrebande du tabac. Communiqué de presse, le 14 avril.

² Marsden, W. 2004. Tobacco racket reignites : Seizures of contraband cigarettes are already up 33% over last year. The Gazette, August 26th.

³ Brazao, D. & Cribb, R. 2006. Contraband easy to buy. The Toronto Star, December 16th.

⁴ World Bank. 1999. Curbing the Epidemic : Governments and the Economics of Tobacco Control. Washington, D.C. [<http://go.worldbank.org/N4BBVYY9V0>]

⁵ Environics Research Group. 2006. Baseline study among First Nations on-reserve and Inuit: final report prepared for the First Nations and Inuit Health Branch, Health Canada. Environics Research Group, Ottawa, Ont.

-
- ⁶ Ministère des Finances du Canada. 2006. Le nouveau gouvernement du Canada élimine des programmes ruineux, recentre les ressources financières sur les priorités et procède à une réduction importante de la dette, comme promis. Communiqué de presse, le 25 septembre. [<http://www.fin.gc.ca/news06/06-047f.html>]
- ⁷ Canadian Broadcasting Company. 2008. 90 percent of illegal cigarettes made in Akwesasne. April 24th. [<http://www.cbc.ca/canada/ottawa/story/2008/04/24/ot-akwesasne-080424.html?ref=rss>]
- ⁸ Lambert, S. 2008. Underground sales rise as plastic bags with illicit tobacco trucked across Canada. The Canadian Press, May 2nd. [<http://canadianpress.google.com/article/ALeqM5iXl4BoBrkVf7WJ41dEk1kaKIUUw>]
- ⁹ Renaud, D. 2005. Marché noir de cigarettes : Ottawa ferme les yeux. Le Journal de Montréal, le 27 octobre.
- ¹⁰ Luk, R., Cohen, J.E., Ferrence, R. 2007. Contraband Cigarettes in Ontario. Ontario Tobacco Research Unit, Special Report Series. Toronto, November.
- ¹¹ The Turtle Island News. 2007. August 15.
- ¹² Service canadien de renseignements criminels. 2005. Rapport annuel sur le crime organisé au Canada. [http://www.cisc.gc.ca/annual_reports/annual_report2005/document/annual_report_2005_f.pdf]
- ¹³ Physicians for a Smoke-Free Canada. Tax Revenues from Tobacco Sales. [<http://www.smoke-free.ca/factsheets/pdf/totaltax.pdf>]
- ¹⁴ McLaughlin, P. 2007. Contraband cigarettes becoming a national norm. Canadian Medical Association Journal, May 1st.
- ¹⁵ Blackwell, R. 2006. Former tobacco VP pleads guilty in smuggling case. The Globe and Mail, May 5th.
- ¹⁶ Marsden, W. 2000. Tobacco tax fraud earns no jail time. The Gazette, February 5th.
- ¹⁷ US Department of Justice. 1998. R.J. Reynolds affiliate pleads guilty, pays \$15 million in criminal fines and forfeitures as part of cigarette smuggling operation. Press release, December 22nd.
- ¹⁸ Royal Canadian Mounted Police. 2003. RCMP Lays Criminal Charges Against Canadian Tobacco Company. Press release, February 28.
- ¹⁹ Department of Justice. 2003. Government of Canada announces legal action against tobacco companies. Press release, August 13.
- ²⁰ Galloway, G. 2005. \$10-billion wake-up for tobacco companies. The Globe and Mail, July 20th.
- ²¹ Cherry, P. 2004. Imperial in on scam : RCMP. The Gazette, Decembr 15th.
- ²² Bédard, D. 2002. Perquisition chez Rothmans. Le Soleil, 19 janvier.
- ²³ Villeneuve, P., Morrison, H., Mao, Y. & Wigle, D.T. 1994. The Impact of the Cigarette Price Rollback on the Future Health of Canadian Adolescents. Bureau of Chronic Disease Epidemiology, Laboratory Centre for Disease Control, Health Canada
- ²⁴ Fischer, D. 1995. Lower tobacco tax hits Ottawa's coffers. The Gazette, January 5th.

COALITION CANADIENNE POUR L'ACTION SUR LE TABAC CANADIAN COALITION FOR ACTION ON TOBACCO

World Exchange Plaza, 111 rue Albert, Unité 108, C.P. 81114, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1A0
World Exchange Plaza, 111 Albert Street, Unit 108, Box 81114, Ottawa, Ontario, Canada K1P 1A0

ANNEXE 1

Campagne pour l'action sur le tabac de contrebande et la santé

COALITION NATIONALE

Coalition canadienne pour l'action sur le tabac

GROUPEs NATIONAUX

Association canadienne des hygiénistes dentaires

Association dentaire canadienne

Association pour les droits des non-fumeurs

Conseil canadien pour le contrôle du tabac

Fondation des maladies du coeur du Canada

L'Association pulmonaire

Médecins pour un Canada sans fumée

Société canadienne du cancer

COALITIONS PROVINCIALES

Alliance for the Control of Tobacco, Newfoundland

Campaign for a Smoke-Free Alberta

Clean Air Coalition of BC

Coalition for a Smoke-Free Nova Scotia

Coalition québécoise pour le contrôle du tabac

Council for a Smoke-Free PEI

Manitoba Tobacco Reduction Alliance

Ontario Campaign for Action on Tobacco

Saskatchewan Coalition for Tobacco Reduction

GROUPEs PROVINCIAUX ET LOCAUX

8ième Groupe Scout Roberval inc., Québec

Acti-Menu, Inc., Québec

Action on Smoking and Health, Alberta

Alliance pour la lutte au tabagisme Région de Québec et Chaudières-Appalaches

Association of Local Public Health Agencies, Ontario

Association des spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale du Québec

Association du cancer de l'est du Québec

Association pour la santé publique du Québec

Association régionale du sport étudiant des Cantons de l'est, Québec

Association régionale du sport étudiant de la Côte-Nord, Québec

Association régionale du sport étudiant de la Mauricie, Québec

Association régionale du sport étudiant de l'Outaouais, Québec

Association régionale du sport étudiant de Québec et de Chaudière-Appalaches

Cégep de Rimouski, Québec

Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix-Ouest, Québec

Centre de santé et des services sociaux de Charlevoix, Québec

Centre de santé et des services sociaux de Rivière-du-Loup, Québec

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières, Québec

Centre jeunesse du Bas St-Laurent, Québec

Centre jeunesse de l'Outaouais, Québec

Centre Vivre mieux sans fumer, Québec

CLSC-CHSLD de Gatineau, Québec

Coalition Gatineau sans fumée

Conseil québécois sur le tabac et la santé

Department of Anesthesiology & Pain Medicine, University of Alberta Hospital

Direction de la santé publique de Chaudière-Appalaches, Québec

Direction de la santé publique de la Côte-Nord, Québec

Direction de la santé publique de Laval, Québec

Direction de la santé publique du Bas St-Laurent, Québec

Direction de la santé publique du saguenay-Lac-St-Jean, Québec

École primaire l'Amitié, Québec

Fédération des kinésiologues du Québec

Fondation québécoise du cancer

Haliburton, Kawartha, Pine Ridge District Health Unit, Ontario

Halton Region Health Department, Ontario

Informed mothers for the protection of our air and children from tobacco, Québec

Kingston, Frontenac and Lennox & Addington Public Health, Ontario

Leeds Grenville & Lanark District Health Unit, Ontario

Maison des jeunes de Saint-Jovite, Québec

Middlesex-London Health Unit, Ontario

Municipalité de Cayamant, Québec

Municipalité de Courcelles, Québec

Municipalité des Hauteurs, Québec

Municipalité du Lac Sainte-Marie, Québec

Municipalité de La Pocatière, Québec

Municipalité de Mandeville, Québec

Municipalité de Rivière-du-Loup, Québec

Municipalité de Roquemaure, Québec

Municipalité de Saint-Arsène, Québec

Municipalité de Saint-Eusèbe, Québec

Municipalité de Sainte-Florence, Québec

Municipalité de Saint-Louis-Du-Ha!-Ha!, Québec

Municipalité de Saint-Malachie, Québec

Municipalité de Saint-Philémon, Québec

Municipalité de Saint-Siméon, Québec

Municipalité de Saint-Simon-de-Rimouski, Québec

Municipalité de Visitation-de-Yamaska, Québec

Nova Scotia Dental Association

Ordre des dentistes du Québec

Ordre des hygiénistes dentaires du Québec

Peel Public Health, Ontario

Porcupine Health Unit, Ontario

Prince George Clean Air Coalition, British Columbia

Saskatchewan Medical Association

Saskatchewan Public Health Association

Simcoe Muskoka District Health Unit, Ontario

Société canadienne du cancer, Division de la Colombie-Britannique et du Yukon

Société canadienne du cancer, Division d'Alberta/T.N.O.

Société canadienne du cancer, Division de la Saskatchewan

Société canadienne du cancer, Division du Manitoba

Société canadienne du cancer, Division de l'Ontario

Société canadienne du cancer, Division du Québec

Société canadienne du cancer, Division du Nouveau-Brunswick

Société canadienne du cancer, Division de la Nouvelle-Écosse

Société canadienne du cancer, Division de l'Île-du-Prince-Édouard

Société canadienne du cancer, Division de Terre-neuve et du Labrador

Tobacco Free Network, Newfoundland

Toronto Public Health, Ontario

Wellington, Dufferin, Guelph Public Health, Ontario

Annexe 2

Taxes provinciales/territoriales sur le tabac par cartouche de 200 cigarettes, 1 mai 2008

